

Publié le : 2016-01-22

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

10 DECEMBRE 2015. - Arrêté du Gouvernement portant création d'un organe consultatif spécialisé pour l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu le décret du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, l'article 20, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mars 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 5 mai 1995 portant création et installation de la Commission d'évaluation visée au décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées) ainsi que pour l'assistance sociale spéciale;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2001 portant harmonisation des jetons de présence et des indemnités de déplacement au sein d'organismes et de conseils d'administration de la Communauté germanophone;

Vu la proposition introduite le 29 mai 2015 par le Conseil d'administration de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 22 septembre 2015;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 58.336/1, donné le 19 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de Famille, de Santé et d'Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 20 du décret du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, ci-après dénommé "décret", un organe consultatif spécialisé est créé. Le siège de cet organe consultatif spécialisé est situé auprès de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, Vennbahnstraße 4/4, à 4780 Saint-Vith.

Art. 2. L'organe consultatif spécialisé établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au conseil d'administration de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, ci-après dénommé "conseil d'administration".

Ce règlement d'ordre intérieur concerne notamment les aspects suivants :

- 1° la convocation de l'organe consultatif spécialisé;
- 2° le processus de prise de décision au sein de l'organe consultatif spécialisé;
- 3° la rédaction du procès-verbal;
- 4° le lieu de réunion;
- 5° le processus de consultation de spécialistes externes.

Art. 3. Les membres visés à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 4, du décret ont voix délibérative.

A leur demande, qui doit être adressée au conseil d'administration, ils peuvent à tout moment se démettre de leurs fonctions.

Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement met fin à un mandat :

- 1° si un membre n'assiste pas à six séances consécutives de l'organe consultatif spécialisé ou est absent à trois séances sans justification;
- 2° en cas de non-respect des dispositions de l'article 4.

Art. 4. Chaque membre de l'organe consultatif spécialisé est tenu de traiter confidentiellement toutes les informations dont il prend connaissance dans le cadre de l'exercice de son mandat.

Art. 5. A l'annexe de l'arrêté du Gouvernement du 12 juillet 2001 portant harmonisation des jetons de présence et des indemnités de déplacement au sein d'organismes et de conseils d'administration de la Communauté germanophone,

modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 2015, le 2° est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - l'organe consultatif spécialisé de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées. »

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement du 5 mai 1995 portant création et installation de la Commission d'évaluation visée au décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées) ainsi que pour l'assistance sociale spéciale est abrogé.

Art. 7. Le Ministre compétent en matière d'Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 10 décembre 2015.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
A. ANTONIADIS

19 JUIN 1990. - Décret portant création d'un " Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung " (Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées).

Art. 20.§ 1. Sur la proposition du conseil d'administration, le Gouvernement crée un organe consultatif spécialisé.

L'organe consultatif spécialisé est indépendant et composé de manière pluridisciplinaire; conformément aux missions décrites au troisième alinéa, il prodigue des conseils, rend des avis et joue le rôle de conciliateur. L'organe assume ses tâches en adoptant une approche globale.

L'organe consultatif spécialisé exerce les missions suivantes :

1° à la demande du conseil d'administration ou du directeur :

- a) rendre un avis sur les demandes d'inscription de personnes handicapées et sur des programmes individuels d'aide et d'encadrement, mesures nécessaires à l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées;
- b) rendre un avis pour déterminer si les traitements thérapeutiques, les aides technico-thérapeutiques, les moyens pédagogiques spéciaux, les interventions chirurgicales dont un enfant/un jeune handicapé bénéficie ou auxquels il se soumet doivent être considérés ou non comme condition sine qua non pour l'intégration sociale;
- c) rendre un avis à propos de situations où des lacunes apparaissent dans le réseau des services actifs dans le secteur des personnes handicapées ou de nouveaux besoins sont constatés auprès de groupes cibles spécifiques;
- d) rendre un avis sur les nouveaux projets et services proposés dans le secteur des personnes handicapées;
- e) rendre un avis sur des questions déontologiques dans le secteur des personnes handicapées;

2° à la demande du conseil d'administration ou du directeur, jouer le rôle de conciliateur dans le cadre de la gestion des plaintes;

3° sur la base de la Convention des Nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées, vérifier des concepts pour la mise en œuvre de la politique des handicapés en Communauté germanophone et donner un avis à leur sujet;

4° dans le cadre des conditions et règles de procédure fixées par le Gouvernement, de contrôler les établissements et associations mentionnés à l'article 30.

5° à la demande du conseil d'administration ou du directeur, jouer une fonction consultative extraordinaire.

L'organe consultatif spécialisé est composé :

1° de deux membres du conseil d'administration;

2° de deux spécialistes en matière d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° d'un spécialiste du secteur de l'emploi;

4° d'un spécialiste du secteur de l'enseignement.

Sur la proposition du conseil d'administration, le Gouvernement désigne :

1° les membres de l'organe consultatif spécialisé;

2° parmi ces membres le président de l'organe.

Le directeur peut assister avec voix consultative aux réunions de l'organe consultatif spécialisé.

§ 2. Les demandes introduites en application de l'article 18, § 3, sont immédiatement transmises à l'organe consultatif spécialisé. Pour émettre son avis, l'organe consultatif spécialisé peut, par écrit, inviter le demandeur à lui fournir tout justificatif et renseignement nécessaire.

Pour bénéficier de la règle prévue à l'article 4, § 1er, 4bis, une demande de prise en charge des coûts doit être introduite au plus tard douze mois après réception de la première facture.

§ 3. Pour remplir ses missions, l'organe consultatif spécialisé peut demander l'avis d'experts extérieurs et de centres de consultation et d'examen.

Lorsqu'une demande telle que visée au § 2, alinéa 2, a été introduite, un médecin spécialiste désigné par l'Office rend pour déterminer si le handicap de l'enfant ou du jeune est ou non de nature à compromettre l'intégration sociale s'il n'est pas recouru en temps utile aux mesures mentionnées à l'article 4, § 1er, 4bis.

§ 3bis. Le recours aux mesures mentionnées à l'article 4, § 1er, 4bis et motivant la demande visée au § 2, alinéa 2, doit être considéré comme condition sine qua non à l'intégration sociale par l'organe consultatif spécialisé prévue au § 1er.

Pour examiner les demandes d'aide technico-thérapeutiques et de moyens pédagogiques spéciaux et rendre un avis, l'organe consultatif spécialisé fait appel à un représentant de la Division Enseignement du Ministère ou de l'Inspection-guidance pédagogique.

Pour ce faire, l'organe consultatif spécialisé se base sur l'avis mentionné au § 3, alinéa 2, rendu par le médecin spécialiste désigné par l'Office.

L'organe consultatif spécialisé peut proposer un plafond par demande.

§ 4. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités allouées aux membres de l'organe consultatif spécialisé, aux experts, aux médecins spécialistes, ainsi qu'aux centres de consultation et d'examen.

Art. 6. Le Conseil d'administration de l'Office est composé :

1° d'un président;

2° de cinq représentants d'associations qui représentent les personnes handicapées et dont les activités s'étendent à toute la région de langue allemande;

3° d'un représentant des associations de parents de personnes handicapées dont les activités s'étendent à toute la région de langue allemande;

4° de trois représentants des ateliers protégés reconnue par l'Office ainsi que d'un représentant des associations reconnues par l'Office et qui s'occupent de l'intégration professionnelle des personnes handicapées en dehors des ateliers protégés;

5° de quatre représentants de centres de jour pour personnes handicapées reconnus par l'Office, dont deux proviennent du nord et deux du sud de la région de langue allemande;

6° de deux représentants d'associations reconnues par l'Office et qui assurent l'hébergement de personnes handicapées, dont un provient du nord et un du sud de la région de langue allemande;

7° d'un représentant du service qui, en Communauté germanophone, assure l'aide précoce aux jeunes enfants handicapés et à leurs familles;

8° d'un médecin spécialiste responsable des services psychiatriques de la Communauté germanophone;

9° d'un représentant du centre pour le développement sain des enfants et des jeunes;

10° d'un représentant de l'université de la Communauté française à Liège et de la " Katholieke Universiteit " à Louvain;

11° d'un représentant par organisation syndicale représentative;

12° de deux représentants des organisations patronales.